WWF

OUTIL

JUIN 2015

AVEC L'APPUI FINANCIER DE :

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

Guide d'action et de recours en justice

© fr.africatime.com

WWF Madagascar/Programme Initiatives pour la Durabilité

Table des matières

INTRODUCTION 3

Guide schématisé de la dénonciation 4
Guide schématisé de l'interpellation 5
Guide schématisé de l'action en justice en matière civile 6
Guide schématisé de l'action en justice en matière pénale 7
Guide de procédure en cas d'acte administratif illégal 8

ANNEXE 9

I. En matière pénale

1. Modèle de lettre pour plainte simple 9
2. Modèle de lettre pour plainte avec constitution partie civile 10

II. En matière civile

3. Modèle de lettre pour requête introductive d'instance 11
4. Modèle de lettre faisant opposition à un jugement 12
5. Modèle de lettre pour requête en appel 13
6. Modèle de lettre pour requête en cassation 14

III. En matière d'acte administratif illégal

7. Modèle de lettre pour demande de recours gracieux 15
8. Modèle de lettre pour demande de recours hiérarchique 16
9. Modèle de lettre pour requête auprès du Tribunal Administratif 17
10. Modèle de lettre pour requête en appel auprès du Conseil d'Etat 18
11. Modèle de lettre pour requête en cassation auprès du Conseil d'Etat 19
12. Modèle de lettre pour requête auprès du Conseil d'Etat 20
13. Modèle de lettre pour requête auprès du Conseil d'Etat aux fins de sursis à exécution et d'annulation d'un acte administratif 21

Les frais de procès ou provision 22

Introduction

Le présent guide couvre l'aspect de la procédure synthétisée de toutes les étapes à suivre devant aboutir à l'éclaircissement des actions à conduire, avec les lettres de saisine des autorités habilitées à recevoir et à donner, suite à l'acte engagé par les requérants ou les demandeurs.

Les actions prévues dans le guide concernent la résolution des différends en dehors de l'organe judiciaire et celles qui touchent le règlement des affaires soumises à l'examen des cours et tribunaux.

L'objectif consiste à faciliter la démarche que l'utilisateur compte entreprendre par rapport à la protection de leurs droits au niveau de toutes les instances citées précédemment y compris l'éclaircissement des procédures à suivre dans lesquelles les utilisateurs semblent parfois être désorientés.

La mise à disposition des modèles de lettre de saisine contribue également au dénouement des blocages et des difficultés liées à la rédaction des lettres administratives, des requêtes et des plaintes figurant en annexe du présent guide schématisé.

Dénonciation

Procédure

Intérêt privé

Conditions
- Intérêt à agir
- Préjudice subi

Personne habilitée
- Personne troublée dans son intérêt

Circuit administratif de dénonciation

Formalité
- Requête

Autorité à saisir
- Juge judiciaire
- Huissier de justice

Intérêt public

Conditions
- Elément légal
- Elément moral
- Elément matériel

Personne habilitée
- Tous citoyens
- Tous fonctionnaires

Circuit administratif de dénonciation

1

Autorité à saisir
Police judiciaire

Autorité à saisir
Procureur République

Formalité
- Dénonciation écrite
- Dénonciation verbale

2

Moyens
Dénonciation par voie de presse ou par voie médiatisée

Effets de la dénonciation

Intérêt privé

Echec

Conséquence
Saisine juridiction civile pour procédure abusive par le dénoncé

Aboutissement

Conséquence
Poursuite judiciaire du dénoncé

Intérêt public

Echec

Conséquence
Saisine juridiction pénale pour dénonciation calomnieuse par le dénoncé

Aboutissement

Conséquence
Poursuite judiciaire du dénoncé

Interpellation

Circuit d'interpellation

Relative au contrat

Objectifs
- Mise en demeure
- Rappel à l'ordre

Personne habilitée à interpeller
- Juge judiciaire
- Huissier de justice
- Administrations Publiques

Relative à la loi pénale

Objectifs
Maintien de l'ordre Public

Personne habilitée à interpeller
Officier de Police Judiciaire

Relative à l'O.S.C

Objectifs
Prise de décision et changement de comportement

Personne habilitée à interpeller
L'O.S.C légalement constituée

Relative aux Institutions publiques

Objectifs
Contrôle de l'action gouvernementale

Personne habilitée à interpeller
- Sénateur
- Député

Interpellation directe

Relative au contrat

L'interpellant
Par le juge

Forme d'interpellation
Par voie de question

Relative à la loi pénale

L'interpellant
Par l'Officier de Police Judiciaire

Forme d'interpellation
Par voie de contrôle

Relative aux Institutions publiques

L'interpellant
Par le Député ou le Sénateur

Forme d'interpellation
Par voie de question

Interpellation indirecte

L'interpellant

- Sollicitation par les citoyens des autorités judiciaires (juge ou officier de police judicaire) et politiques (député ou sénateur)
- **Relative à l'O.S.C**: Sollicitation par l'O.S.C des autorités judiciaires (juge ou officier de police judicaire) et politiques (député ou sénateur)

Forme d'interpellation
Par voie de presse ou par voie médiatisée

Conséquences de l'interpellation

Relative à la loi

Civil
Poursuite judiciaire

Pénal
Poursuite judiciaire

Relative à la politique

- Changement de comportement
- Prise de décision

Action en justice en matière civile

Conditions

- La capacité
- La qualité
- L'intérêt

Saisine juridiction (dans un délai de 30 ans)

- Requête introductive d'instance déposée au greffe T.P.I (cf. Lettre n° 3)
- Déclaration au greffe T.P.I (orale)

Convocation ou assignation

- Lettre recommandée
- Exploit d'huissier

Audience

Tribunal Civil

Résultat (pas de gain de cause ou insatisfaction)

Appel (1 mois)

Formalité

- Déclaration d'appel au greffe C.A (cf. Lettre n° 5)
- Frais d'appel

Juridiction à saisir

Cour d'appel

Opposition (10jrs)

Formalité

- Déclaration d'opposition au T.P.I (cf. Lettre n° 4)
- Frais d'opposition

Juridiction à saisir

Tribunal Civil

Résultat (pas de gain de cause ou insatisfaction)

Cassation → 2 mois / 1 mois Urgence

Formalité

- Déclaration écrite de pourvoi au greffe C.S (cf. Lettre n° 6)
- Frais du pourvoi

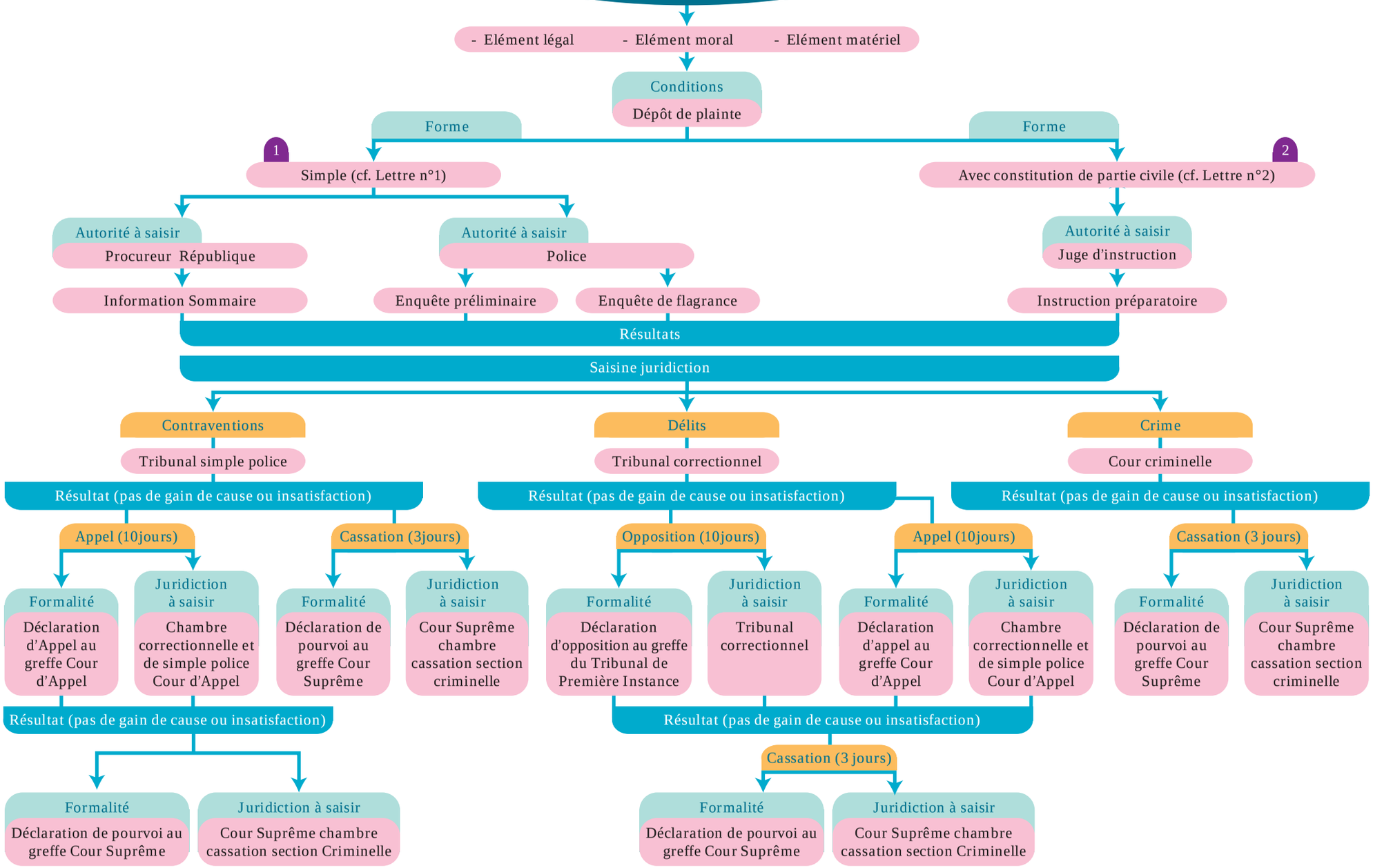
Juridiction à saisir

Cour Suprême chambre cassation section civile

Acronyme

T.P.I : Tribunal de Première Instance / C.A : Cour d'Appel / C.S : Cour Suprême

Action en Justice en matière pénale



Acte administratif Illégal

1er phase à partir jour notification ou publication de l'acte

Recours administratif ou recours non-juridictionnel

Procédure (1)

Recours Gracieux

Personne à saisir

Auteur décision administrative (signataire)

Formalité

- Décision préalable (Pièce jointe)
- Lettre demande recours gracieux par voie recommandée (cf. Lettre n°7)

Résultat

Rejet demande annulation décision (Subsistance. Acte illégal)

Acceptation demande annulation décision (fin acte illégal)

(2) à partir notification ou publication de l'acte

Recours hiérarchiques

Procédure

Personne à saisir

Supérieur hiérarchique acteur de la décision (ex : Ministre)

Formalités

- Décision préalable (Pièce jointe)
- Lettre demande recours hiérarchique par voie recommandée (cf. Lettre n°8)

Résultat

Rejet demande annulation décision Subsistance acte Illégal

Acceptation demande annulation décision (fin acte illégal)

2ème phase: 3 mois à partir notification ou publication de l'acte / 4 mois silence gardé par l'autorité compétente } Saisine Juridiction

Recours contentieux ou recours juridictionnel

Procédure

(Formalités) Pièces

Requête introductive d'instance à déposer au greffe T.A ou C.E (cf. Lettre n°9 et n°12)

Juridiction à saisir

Tribunal administratif ou T.A (pour acte au niveau local)

Conseil d'Etat ou C.E (pour acte pris au niveau central)

Résultat

Tribunal administratif (T.A)

- Rejet
- Acceptation

Conseil d'Etat (C.E)

- Rejet
- Acceptation

Appel (15 jours notifications)

Formalités

Requête à déposer au greffe C.E (cf. Lettre n°10)

Juridiction à saisir

Conseil d'Etat

Résultats

- Rejet (Maintien de l'acte administratif)
- Acceptation (Annulation de l'acte administratif)

Cassation (15 jours notifications)

Formalités

Requête à déposer au greffe C.E (cf. Lettre n°11)

Juridiction à saisir

Conseil d'Etat

Résultats

- Rejet (Maintien de l'acte administratif)
- Acceptation (Annulation de l'acte administratif)

Annexe

I. ACTION EN JUSTICE EN MATIÈRE PÉNALE

1. Plainte simple (lettre n°1)

Antananarivo, le **(date)**

A

Monsieur / Madame
le Procureur de la République
d'Antananarivo
ou Monsieur / Madame le Commissaire
de Police .....

Objet : Dépôt de plainte

Je soussigné **(préciser prénom, nom)**, demeurant à **(préciser adresse)**, exerçant la profession de **(préciser)**, ai l'honneur de porter plainte entre vos mains contre **(préciser prénom et nom, ou nom d'entreprise ou x si vous ne connaissez pas l'auteur de l'infraction en cas d'agression par exemple, etc.)**.

En effet, j'ai été victime de **(exposer les faits qui ont conduit à ce dépôt de plainte)**.

Dans ces conditions, je vous saurais gré d'enregistrer ma plainte afin de donner à cette affaire sa suite légale et de faire valoir mes droits.

Veuillez agréer, Monsieur / Madame le Procureur ou Monsieur / Madame le Commissaire de Police, l'expression de ma haute considération.

Nom, prénom et signature du (de la) Plaignant(e)

P.J : Toute pièce justificative à l'appui de votre plainte **(certificat médical du ... état préjudice matériel)**

2. Plainte avec constitution partie civile (lettre n°2)

Antananarivo, le **(date)**

Monsieur / Madame le Juge
d'Instruction **(du lieu de l'infraction ou du domicile de l'auteur)**
Tribunal de Première Instance
Antananarivo 101

Affaire : ....C....

Objet : Plainte avec constitution partie civile

Monsieur / Madame le Juge d'Instruction,

Je vous écris afin de vous exposer que j'ai été victime d'une infraction le **(date et heure)** à **(lieu)**
Les faits sont les suivants : **(énoncer les faits précisément : circonstances de l'infraction, témoins- identité et adresse)**
Ces faits peuvent, me semble-t-il, être qualifiés en droit de **(ex : vol)**

Après avoir déposé une simple plainte au Procureur de la République, aucune suite n'a été donnée à ces faits. Je souhaite donc mettre en mouvement l'action publique. **(Vous devez montrer l'utilité d'une instruction pour l'établissement des faits et la manifestation de la vérité)**

En conséquence, je porte plainte contre Monsieur / Madame ... **(Profession)** ou contre personne dénommée X ne connaissant pas l'auteur des faits, et je me constitue partie civile conformément aux dispositions du code de l'article 183 alinéa 1er du code de procédure pénale malgache afin d'obtenir la réparation du préjudice subi. En effet j'ai subi un préjudice en lien direct avec l'infraction **(détaillez le préjudice moral ou matériel)** et j'estime que les dommages et intérêts s'élève à ... De plus je m'engage à verser la consignation nécessaire que vous fixerez.

(Si vous voulez recevoir les actes de procédure chez un tiers) Je vous prie de bien vouloir m'informer des suites données à cette plainte à l'adresse de M. / Mme ..., Maitre... à savoir **(notez l'adresse)**

Je vous prie de croire, Monsieur / Madame le Juge d'Instruction, en l'expression de ma haute considération.

Prénom, Nom

P.J : Toute pièce justificative à l'appui de votre plainte **(décision portant refus de poursuite du Procureur de la République, certificat médical...état préjudice matériel)**

II. ACTION EN JUSTICE EN MATIÈRE CIVILE

3. Requête introductive d'instance (lettre n°3)

Antananarivo, le **(date)**

Précisez Nom, prénom, adresse et ville - Demandeur
Précisez Nom, prénom, adresse et ville - Défendeur

A

Monsieur / Madame le Président du Tribunal de Première Instance
- Antananarivo –

Objet : **(précisez la chose demandée au juge)**.

Monsieur / Madame le Président,

Je soussigné, **(nom, prénom)**, **(profession exercée)**, **(adresse complète)**, ai l'honneur de vous adresser la présente requête aux fins d'ordonner **(précisez la chose demandée)** en raison des faits suivants :

(Enoncé des faits, direct et concis, comportant simplement les détails nécessaires à la bonne compréhension de l'affaire)

Aussi, nous adressons la présente requête aux fins de citer le défendeur à comparaitre devant le tribunal de céans afin de parvenir à une solution juridictionnelle tendant **(précisez la chose demandée)**.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur / Madame le Président du tribunal de première instance, de la suite que vous voudriez bien donner à cette requête et vous prie de croire à l'expression de ma considération distinguée.

Pour requête respectueuse

P.J : Toute pièce justificative à l'appui de votre requête **(contrat portant ... du ..., procès-verbal portant ... du ..., facture portant ... du ....)**

4. Requête faisant opposition à un jugement (lettre n°4)

Antananarivo, le **(date)**

Précisez Nom, prénom, adresse et ville - Demandeur
Précisez Nom, prénom, adresse et ville - Défendeur

A

Monsieur / Madame le Président du
Tribunal de Première Instance
- Antananarivo -

Objet : Requête aux fins d'opposition du **(précisez la date du jugement)**

J'ai reçu en date du ... **(Précisez la date à laquelle le jugement rendu en votre absence vous a été notifié)** notification du jugement prononcé en mon absence par votre tribunal dans le litige qui m'oppose à ... **(Indiquez les nom et prénom de la partie adverse)**.

J'ai l'honneur de vous informer que je forme une opposition contre ce jugement. En effet, je conteste le bien-fondé de la décision pour laquelle je n'ai pas pu me défendre du fait de mon absence lors de l'audience à laquelle vous m'aviez convoqué. Celle-ci était justifiée pour des raisons indépendantes de ma volonté et leur caractère de gravité.

En effet, le jour de l'audience, j'ai ... **(Décrivez précisément les faits qui vous ont empêché de vous rendre à l'audience : lieu, évènement à l'origine de l'empêchement, heure...)**.

Vous remerciant à l'avance de toute l'attention que vous voudrez bien porter à ma demande, je vous prie d'agréer, Monsieur / Madame le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.

Pour requête respectueuse

P.J : - Jugement du Tribunal de **(précisez la Ville)**, Jugement **(précisez numéro et date)**.
- Signification du jugement

5. Modèle requête en appel (lettre n°5)

Antananarivo, le **(date)**

Précisez Nom, prénom – Demandeur

A

Monsieur / Madame le Président de la Cour d'Appel d'Antananarivo

(Précisez Nom, prénom, adresse et ville– Demandeur), interjette appel contre le Jugement **(Précisez le numéro et la date)** rendu par le Tribunal de Première Instance de **(Précisez la Ville)** dans l'affaire n° .... : Monsieur / Madame **(Précisez Nom, prénom, adresse et ville)** contre **(Précisez Nom, prénom, adresse et ville)**

RAPPEL DES FAITS :
Enoncé des faits, direct et concis, comportant simplement les détails nécessaires à la bonne compréhension de l'affaire

DISCUSSION :
I - Sur l'irrégularité en la forme du jugement attaqué:
Discussion sur l'irrégularité en la forme du jugement attaqué

II - Sur l'irrégularité au fond du jugement attaqué:
Discussion sur l'irrégularité au fond du jugement attaqué

PAR CES MOTIFS, et tous autres qui pourraient être invoqués ultérieurement, même d'office, l'exposante conclut qu'il plaise à la Cour d'appel d'Antananarivo :

- Recevoir et déclarer l'appel fondé;
- Annuler le jugement n° **(Précisez le numéro, la date)** rendu par le Tribunal de Première Instance de **(Précisez la Ville)** attaqué;
- Condamner **(Précisez Nom, prénom, aux frais et dépens)**.

Pour requête respectueuse

P.J : - Jugement du Tribunal de **(Précisez la Ville)**, Jugement **(précisez numéro et date)**.
- Signification du jugement

6. Modèle requête en cassation (lettre n°6)

Antananarivo, le **(date)**

REQUÊTE EN CASSATION

à l'attention de

Monsieur / Madame Le Président
de la Cour Suprême

(Précisez Nom, prénom, adresse et ville – Demandeur), se pourvoit en cassation contre l'Arrêt **(Précisez le numéro et la date)** rendu par la Cour d'appel de **(Précisez la Ville)** dans l'affaire: **(Précisez Nom, prénom, adresse et ville – Demandeur)** contre **(Précisez Nom, prénom, adresse et ville – Défendeur)**

Fait et procédure :

Enoncé des faits, direct et concis, comportant simplement les détails nécessaires à la bonne compréhension de l'affaire

En la forme :

Le présent pourvoi fait dans les forme et délai prescrits par la loi doit être déclaré régulier et recevable conformément aux dispositions des articles 39 et 40 de la loi n°2004-036 du 1er octobre 2004.

Sur les moyens de cassation :

Violation des articles **(énoncer les articles de loi violées)**.

Pour : fausse application et fausse interprétation de la loi.

En ce que : la Cour d'appel a confirmé **(énoncer la décision confirmée par la Cour d'Appel avec numéro et date)**.

Alors que : (énoncer les articles de loi violées par la Cour d'appel dans sa décision)

De tout ce qui précède les motifs du premier juge sont non fondés et parfaitement contestable.

Que par ces motifs
Recevoir et déclarer le pourvoi fondé.
Casser et annuler l'arrêt **(précisez numéro et date)** de la Cour d'Appel de **(Précisez la Ville)**.
Condamner **(Précisez Nom, prénom,)** aux frais et dépens.

Pour requête respectueuse

P.J : - Arrêt de la Cour d'appel de **(Précisez la Ville)** Arrêt **(précisez numéro et date)**.
- Signification de l'Arrêt

III. RECOURS CONTRE UN ACTE ADMINISTRATIF ILLEGAL (Recours non contentieux).

7. Lettre de demande de recours gracieux à une administration (lettre n°7)

Antananarivo, le **(date)**

Administration auteur
de la décision contestée

Objet : Recours gracieux en annulation d'une décision.

Par lettre en date du ... **(Indiquez la date)**, vous m'avez adressé un courrier m'indiquant ... **(Précisez le contenu de la décision du service administratif)**.

Il s'avère que je ne suis pas entièrement d'accord avec votre prise de position pour les raisons suivantes : ... **(Enumérez la chronologie des faits)**. Compte tenu de ces rappels et de ces observations, je me permets de vous demander ... **(Précisez la nature et la motivation de la demande)**.

Je me tiens à votre disposition pour tout entretien que vous voudrez bien m'accorder dans l'espoir de parvenir à un accord et d'éviter ainsi toute procédure contentieuse par la suite.

Vous remerciant de l'attention portée à ma demande, je vous prie d'agréer, Monsieur / Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Nom et Prénom et signature du (de la) requérant(e)

P.J : - Acte administratif portant **(Précisez)** en date du **(Précisez)**

8. Lettre de recours hiérarchique devant le ministre (lettre n°8)

Antananarivo, le **(date)**

Administration auteur
de la décision contestée

Objet : Recours hiérarchique en annulation.

Monsieur / Madame le Ministre,

A la suite d'une demande d'annulation dont il avait été saisi le **(date)**, Monsieur ou Madame **(nom)**, Ingénieur des ... , a rendu la décision ci-jointe en date du **(date)** qui a été notifiée le **(date de la présentation de la lettre recommandée avec A.R.)**.

En application des dispositions de l'article **(Précisez)** du Code **(Précisez)**, j'ai l'honneur de porter devant vous un recours hiérarchique en annulation à l'encontre de ladite décision et ce, dans le délai de trois mois qui m'est imparti.

J'entends, dès lors, contester les motifs retenus par l'Ingénieur des ... à l'appui de sa décision pour les raisons suivantes : **(précisez les raisons contestant la mesure)**.

En conséquence, et pour les motifs ci-dessus exposés, je sollicite l'annulation de la décision susvisée.

Je reste à votre entière disposition pour vous adresser tous renseignements complémentaires qui vous sembleraient utiles à l'examen de mon dossier.

Je vous prie de croire, Monsieur / Madame le Ministre, en ma haute considération.

Nom et Prénom et signature du (de la) requérant(e)

P.J : - Acte rejetant le recours gracieux portant sur **(Précisez)** en date du **(Précisez)**

9. Requête auprès du tribunal administratif de ... (lettre n°9)

► *Pour les actes administratifs pris au niveau local (Ex : Acte pris par un Directeur Régional de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts)*

Antananarivo, le **(date)**

M. / Mme X **(Précisez) (Demandeur)**
Adresse
Code postal – Ville

A

Monsieur / Madame le Président,
Messieurs et Mesdames les Conseillers
Tribunal Administratif de **(Précisez)**

Objet : Requête en annulation contre la décision du Directeur de **(Précisez)** confirmant le rejet d'une réclamation.

PARTIE DEMANDERESSE : M. / Mme X **(Précisez) (Adresse ....)**
PARTIE DÉFENDERESSE :

M. / Mme le Président, Ms et Mmes les Conseillers,

Par décision en date du **(Précisez)** notifiée le **(Précisez)**, le Directeur Régional des services **(Précisez)**, de la ville de **(Précisez)** m'a fait connaître qu'il rejetait la réclamation que je lui avais adressée le **(Précisez)**

Je conteste le bien-fondé de la décision prise par le Directeur sur ma réclamation et, par la présente requête, j'ai l'honneur de porter le litige devant votre juridiction.

LES FAITS :
(Rappeler notamment le déroulement)

LA DISCUSSION :
(Résumer l'argumentation des services ...., exposer vos arguments, réfuter les moyens avancés par l'administration, en produisant, si besoin, les divers textes ou décisions de jurisprudence sur lesquels vous vous appuyez).

En outre, je tiens à faire valoir les moyens suivants :
(Développer l'ensemble de vos arguments de façon précise)

CONCLUSIONS :
Par les moyens exposés ci-dessus et tous ceux que je pourrais développer en cours d'instance, je demande à votre tribunal de faire droit à ma requête et de prononcer en ma faveur l'annulation de la décision rejetant ma requête.

Je vous prie d'agréer, Monsieur / Madame le PRESIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS, l'assurance de ma haute considération.

Pour requête respectueuse

Signature du (de la) requérant(e)

P.J : - Copie de la décision du Ministre **(Précisez)** confirmant votre décision de rejet.
- Toutes autres pièces que vous pourriez juger utile d'ajouter à l'appui de votre recours

10. Requête en appel auprès du Conseil d'État (lettre n°10)

► *Pour les actes administratifs pris au niveau local (Ex : Acte pris par un Directeur Régional de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts)*

Antananarivo, le **(date)**

M. / Mme X **(Précisez) (Demandeur)**
Adresse
Code postal – Ville

A

Monsieur / Madame le PRÉSIDENT,
Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS
Près le CONSEIL D'ÉTAT,
-Antananarivo -

N°_____ ..../ ..../....

Objet : Mémoire en appel

PARTIE DEMANDERESSE : M. / Mme X **(Précisez) (Adresse ....)**
PARTIE DÉFENDERESSE :

Monsieur / Madame le PRÉSIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS,

J'ai reçu en date du ... **(Précisez la date à laquelle le jugement rendu en votre absence vous a été notifié)** notification du jugement prononcé par le Tribunal Administratif de..... **(Précisez la ville)** dans le litige qui m'oppose à ... **(Indiquez les nom et prénom de la partie adverse)**.

En effet, je conteste le bien-fondé de la décision prise **(Précisez)** et, par la présente requête, j'ai l'honneur de vous informer que j'interjette appel contre ce jugement devant votre juridiction.

LES FAITS :
(Rappeler notamment le déroulement.)

LA DISCUSSION :
(Résumer l'argumentation des services ... , exposer vos arguments, réfuter les moyens avancés par l'administration, en produisant, si besoin, les divers textes ou décisions de jurisprudence sur lesquels vous vous appuyez).

En outre, je tiens à faire valoir les moyens suivants :
(Développer l'ensemble de vos arguments de façon précise).

CONCLUSIONS :
Par les moyens exposés ci-dessus et tous ceux que je pourrais développer en cours d'instance, je demande à la Cour de recevoir mon appel, faire droit à ma requête et de prononcer en ma faveur l'annulation de la décision rejetant ma requête.

Je vous prie d'agréer, Monsieur / Madame le PRESIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS, l'assurance de ma haute considération.

Pour requête respectueuse

Signature du (de la) requérant(e)

P.J :
- Copie de la décision du Directeur ... confirmant votre décision de rejet.
- Jugement du Tribunal Administratif de ... **(Précisez la ville)** du ... **(Précisez la date)**
- Signification du jugement
- Toutes autres pièces que vous pourriez juger utile d'ajouter à l'appui de votre recours

11. Requête en cassation aupres du Conseil d'État (lettre n°11)

► *Pour les actes administratifs pris au niveau local (Ex : Acte pris par un Directeur Régional de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts)*

Antananarivo, le **(date)**

M. / Mme X **(Précisez) (Demandeur)**
Adresse
Code postal – Ville

A

Monsieur / Madame le PRÉSIDENT,
Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS
Près le CONSEIL D'ÉTAT,
-Antananarivo -

N°_____ ..../ ..../....

Objet : Mémoire en cassation

PARTIE DEMANDERESSE : M. / Mme X **(Précisez) (Adresse ....)**
PARTIE DÉFENDERESSE :

Monsieur / Madame le PRÉSIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS,

Fait et procédure :
Enoncé des faits, direct et concis, comportant simplement les détails nécessaires à la bonne compréhension de l'affaire
Ex : J'ai reçu en date du ... **(Précisez la date à laquelle le jugement rendu en votre absence vous a été notifié)** notification du jugement prononcé par le Tribunal Administratif de..... **(Précisez la ville)** dans le litige qui m'oppose à ... **(Indiquez les nom et prénom de la partie adverse)**.

En la forme :
Le présent pourvoi fait dans les forme et délai prescrits par la loi doit être déclaré régulier et recevable conformément aux dispositions des articles 39 et 40 de la loi n°2004-036 du 1er octobre 2004.

Sur les moyens de cassation :
Violation des articles **(énoncer les articles de loi violées)**.

Pour : fausse application et fausse interprétation de la loi.

En ce que : le Tribunal Administratif a confirmé **(énoncer la décision confirmée par le Tribunal Administratif avec numéro et date)**.

Alors que : (énoncer les articles de loi violées par le Tribunal Administratif dans sa décision)

De tout ce qui précède les motifs du premier juge sont non fondés et parfaitement contestable.

Que par ces motifs
Recevoir et déclarer le pourvoi fondé.
Casser et annuler le jugement **(précisez numéro et date)** du Tribunal Administratif de **(Précisez la Ville)**

Pour requête respectueuse

P.J :
- Copie de la décision du Directeur ... confirmant votre décision de rejet.
- Jugement du Tribunal Administratif de ... **(Précisez la ville)** du.... **(Précisez la date)**
- Signification du jugement

12. Requête aupres du Conseil d'État (lettre n°12)

► *Pour les actes administratifs pris au niveau central (Ex : Acte pris par un Directeur Général de l'Environnement)*

Antananarivo, le **(date)**

M. / Mme X **(Précisez) (Demandeur)**
Adresse
Code postal – Ville

A

Monsieur / Madame le PRÉSIDENT,
Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS
Près le CONSEIL D'ÉTAT,
-Antananarivo -

N°_____ ..../ ..../....

Objet : Mémoire

PARTIE DEMANDERESSE : M. / Mme X **(Précisez) (Adresse ....)**
PARTIE DÉFENDERESSE :

Monsieur / Madame le PRESIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS
près le CONSEIL D'ETAT,

Par décision en date du **(Précisez)**, notifiée le **(Précisez)**, le Directeur des services ... **(ville)** m'a fait connaître qu'il rejetait la réclamation que je lui avais adressée le **(Précisez)**

Je conteste le bien-fondé de la décision prise par le Directeur sur **(Précisez)**, et, par la présente requête, j'ai l'honneur de porter le litige devant votre juridiction.

LES FAITS :
(Rappeler notamment le déroulement.)

LA DISCUSSION :
(Résumer l'argumentation des services ...., exposer vos arguments, réfuter les moyens avancés par l'administration, en produisant, si besoin, les divers textes ou décisions de jurisprudence sur lesquels vous vous appuyez).

En outre, je tiens à faire valoir les moyens suivants :
(Développer l'ensemble de vos arguments de façon précise).

CONCLUSIONS :
Par les moyens exposés ci-dessus et tous ceux que je pourrais développer en cours d'instance, je demande à votre tribunal de faire droit à ma requête et de prononcer en ma faveur la l'annulation de la décision rejetant ma requête.

Je vous prie d'agréer, Monsieur / Madame le PRESIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS, l'assurance de ma haute considération.

Pour requête respectueuse

Signature du (de la) requérant(e)

P.J : - Copie de la décision du Directeur **(Précisez)** confirmant votre décision de rejet.
- Toutes autres pièces que vous pourriez juger utile d'ajouter à l'appui de votre recours

13. Requête auprès du Conseil d'État : Aux fins de sursis à exécution et d'annulation d'un acte administratif =RECOURS POUR EXCES DE POUVOIR (lettre n°13)

Antananarivo, le **(date)**

M. / Mme X **(Précisez) (Demandeur)**
Adresse
Code postal – Ville

A

Monsieur / Madame le PRÉSIDENT,
Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS
Près le CONSEIL D'ÉTAT,
-Antananarivo -

N°_____ ..../ ..../....

Objet : Annulation de l'acte n°**(Précisez)** du **(Précisez)**

PARTIE DEMANDERESSE : M. / Mme X **(Précisez) (Adresse ....)**
PARTIE DÉFENDERESSE :

Monsieur / Madame le PRESIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS
près le CONSEIL D'ETAT,

Suite à l'acte Administratif **(Référence à citer ...)** sorti par le Département Ministériel X ou autorité publique centrale X, en date du **(Précisez)**

Nous évoquons les motifs justifiant les raisons de l'annulation de l'acte comme suit :

Citez les raisons **(Précisez)**

CONCLUSIONS :

Par les moyens exposés ci-dessus et tous ceux que je pourrais développer en cours d'instance, je demande à la Cour de faire droit à ma requête et de prononcer en ma faveur l'annulation de l'acte (le sursis à exécution fait l'objet d'une requête à part précédant la demande d'annulation).

Je vous prie d'agréer, Monsieur / Madame le PRESIDENT, Messieurs et Mesdames les CONSEILLERS, l'assurance de ma haute considération.

Pour requête respectueuse

Signature du (de la) requérant(e)

P.J : - Copie de la décision du Directeur **(Précisez)** confirmant votre décision de rejet.
- Toutes autres pièces que vous pourriez juger utile d'ajouter à l'appui de votre recours

LES FRAIS DE PROCÈS OU PROVISION

PROVISION			
NATURE AFFAIRE	**1er Degré** Auprès du Tribunal de Première Instance	**2ème Degré** Auprès de la Cour d'Appel	**CASSATION** Auprès de la Cour Suprême
Provision en matière d'affaires civiles	**26.000 Ar/ 130.000 Fmg**	Déclaration d'appel: **6.000 Ar/ 30.000 Fmg** **25.000 Ar/ 125.000 Fmg** S' il y a plusieurs intimés (2 et plus), la déclaration d'appel sera augmentée de **1.400 Ar/ 7.000 Fmg** pour chaque intimés	**43.000 Ar/ 215.000 Fmg** S'il y a plusieurs défendeurs (2 et plus), la provision sera augmentée de **7.000Ar/ 35.000 Fmg** par défendeur
Provision en matière d'affaires pénales	Néant (Délit)	Néant (Délit et crime)	Néant (Délit et crime)
Provision en matière d'affaires administratives	Néant	Néant	Néant

Projet :
WWF-MWIOPO SCAPES Madagascar

Réalisé par :
WWF Madagascar

En consortium avec :

Bailleur de fonds :

WWF MWIOPO

+200

Plus de 200 employés
à Madagascar

11

11 bureaux à
Madagascar

1963

WWF MWIOPO a débuté
ses activités en 1963

+40

Plus de 40 projets à Madagascar
et dans l'Océan Indien Occidental

Notre raison d'être.
Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

WWF Madagascar & Western Indian Ocean Programme Office
PO Box 738, (101) Antananarivo, Madagascar
Tel: +261 20 22 402 84 / + 261 34 49 888 07/ + 261 34 49 888 18
Fax: +261 20 22 597 61
www.wwf.mg/fr
mwiopo.capacitydev-prgrm@wwf.mg

© WWF MWIOPO

WWF

WWW.WWF.MG